

Olivier Grojean

L'ENGAGEMENT POLITIQUE A DISTANCE

INTRODUCTION

Si les migrants turcs d'Europe s'investissent de plus en plus dans la politique de leur pays de résidence, la principale caractéristique de cette population est bien de se mobiliser fortement en direction de son pays d'origine¹. Cette forme d'engagement n'est devenue un objet sociologique à part entière que depuis très récemment, notamment grâce au développement des études sur les communautés transnationales et la notion de diaspora (Cohen, 1997). Dans les autres champs des sciences sociales, elle reste très peu représentée, hormis bien sûr en sociologie des migrations où elle a longtemps été appréhendée à travers la dichotomie intégration/communautarisme (avec l'idée que les migrants se mobilisent « naturellement » pour la défense d'intérêts collectifs « primordiaux » au détriment d'une participation citoyenne dans leur pays de résidence) et en « analyse des réseaux transnationaux du terrorisme » où elle est le plus souvent étudiée dans une perspective sécuritaire. La critique de ces approches, outre qu'elles se fondent sur une conception normative de la participation politique, tient en deux points. Toute interprétation mécaniste de l'engagement oublie d'abord que tous les migrants ne se mobilisent pas en direction de leur pays d'origine. Le désengagement ou l'engagement dans une cause différente sont aussi des processus dont il convient de rendre compte. Ensuite, si la mobilisation politique en Europe est parfois lue comme une ressource instrumentalisée par un parti étranger, elle ne peut s'y réduire sauf à oublier que les trajectoires individuelles des migrants ne sont pas isolables des contextes sociaux dans lesquels elles s'inscrivent (Dobry, 1986 p. 38).

Il nous faut donc revenir aux déterminants de l'engagement individuel pour une cause située dans le pays d'origine, c'est à dire aux problèmes de « l'influence des contextes pratiques de l'action sur l'opérationnalité des dispositions incorporées » (Agrikoliansky, 2001, p. 30) qui débouchent sur une étude des « carrières » militantes des migrants. Cerner les facteurs qui permettent un investissement dans tel ou tel type de cause oblige néanmoins à s'interroger sur la place qu'occupe l'organisation dans l'espace des mobilisations des migrants originaires de Turquie : l'association, le parti, le

¹ On estime à plus de 900 000 le nombre de Kurdes de Turquie installés dans les pays de l'Union européenne, la Suisse et la Norvège. Ils sont par ailleurs environ 30 000 en Russie. Leur répartition sociale dans les différents pays européens est assez homogène, même si la Suède compte plus de couches intellectuelles et urbaines que l'Allemagne, qui a accueilli une population davantage rurale et paysanne.

syndicat ont également un effet absolument certain sur l'individu engagé dans la durée et sur la sélection et le recrutement des militants potentiels (Péchu, 2000), au point que le risque est grand de confondre les justifications de l'engagement données par les militants avec les déterminants réels de l'investissement dans le parti. Nous voudrions ainsi montrer, à partir de trajectoires qui mènent certains militants à s'engager au sein du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan)², comment la participation politique, qui s'inscrit le plus souvent dans les canaux routinisés de l'activité manifestante pacifique, s'envisage donc en Europe lorsque sa cible est géographiquement distante. Or, il nous semble que l'impératif de la mobilisation transnationale réside justement ici dans l'abolition des frontières entre groupes dispersés, entre Kurdes restés au pays et Kurdes de la diaspora. En partant de l'étude de la constitution d'un problème kurde de Turquie dans l'espace immigré kurde en Europe, nous tenterons ainsi d'observer les phénomènes qui permettent de supprimer - voire de ne plus penser - la distance (cognitive, géographique, politique, temporelle) de l'exil et de concevoir la lutte en Turquie et la lutte en Europe *comme une seule et même forme d'engagement* pour la cause. Sans bien sûr assimiler l'engagement en Europe à l'engagement politique en Turquie (les contextes d'action, les itinéraires de conversion restent très différents), nous verrons que les dynamiques de l'espace immigré kurde conduisent à penser la mobilisation au sein d'une arène publique plus générale et non spécifique à l'exil : celle de du conflit kurde.

LA CONSTITUTION DU PROBLEME KURDE DANS L'ESPACE IMMIGRE

Les premiers migrants originaires de Turquie s'installent en Europe dans les années 1960 à la faveur d'accords bilatéraux sur la main-d'œuvre

² Notre étude se fonde sur une série d'entretiens et d'observations de terrain entre 2000 et 2003 en France et en Allemagne, de même que sur un dépouillement régulier et approfondi de la presse proche du parti. Cette recherche étant en cours, les « générations » militantes ne seront pas ici étudiées, ce qui ne signifie en aucune manière notre absence d'intérêt pour cette question. L'exemple du PKK (rebaptisé Kadek en 2000) est intéressant à plus d'un titre, même s'il est loin d'être représentatif de tout l'espace immigré de Turquie en Europe. Engagé entre 1984 et 1999 dans une guérilla séparatiste puis autonomiste dans le sud-est de la Turquie, il est aussi très présent en Europe et a réussi à toucher des sympathisants extrêmement nombreux dans sa lutte contre le régime turc bien qu'il ne se positionne qu'exceptionnellement sur des questions liées aux situations des migrants. Les modes d'engagement et de soutien au PKK sont multiples et sont sensiblement différents du militantisme dans les partis traditionnels français : on peut soutenir passivement ou financièrement la cause, soutenir activement le parti par l'intermédiaire des multiples associations socioculturelles kurdes (c'est le « sympathisant »), être engagé à temps plein dans le parti (le « militant » qui peut avoir des fonctions de direction), ou « partir dans les montagnes » (le « guérillero »). Considéré d'autre part comme le « représentant légitime du peuple kurde » par un grand nombre de ses sympathisants, il est néanmoins critiqué par un certain nombre de Kurdes qui lui préfèrent le PSK (Parti socialiste du Kurdistan, dirigé par Kemal Burat de Suède) ou d'autres partis non nationalistes de la gauche radicale turque comme le DHKP-C (Front Parti de libération révolutionnaire du Peuple) ou le TKP- ML (Parti communiste de Turquie – marxiste léniniste). Il est enfin interdit en Turquie, en Allemagne et en France, ce qui, tout à la fois, lui pose des difficultés d'ordre pratique et lui confère une aura particulière au sein de la population kurde établie en Europe.

étrangère. Etrangers ne connaissant pas la langue, mus par le désir de retourner ensuite dans leur pays d'origine³, ils restent bien souvent en dehors des canaux de la participation politique nationale et s'organisent autour de réseaux de connaissances interpersonnelles pré-migratoires - souvent familiaux, claniques ou villageois -, même si la syndicalisation ou l'engagement dans un parti est parfois un moyen de conserver un collectif lorsque les proches sont restés au pays⁴. Le début des années 1980 est marqué par la politisation rapide des migrants arrivés dans les années 1960 et 1970, politisation qui provoque une véritable reconfiguration de l'espace immigré de Turquie en Europe autour de deux pôles principaux : La condition des migrants de Turquie « ici », c'est à dire en Europe, et la lutte contre le régime turc « là-bas ».

Après le coup d'État du 12 septembre 1980 puis le déclenchement de la guerre au Kurdistan en 1984, de nombreux Kurdes et Turcs se réfugient en Europe, « actualisant » de cette manière des lignes de fractures identitaires (Kurdes/Turcs), politiques (droite/gauche) et religieuses (sunnites/alévis) entre immigrés de Turquie installés depuis longtemps sur le territoire européen⁵. Ces nouveaux arrivants, qui sont les premiers à s'engager en direction de leur pays d'origine, cherchent rapidement à gagner d'autres soutiens par la création de médias, d'associations socioculturelles, politiques et religieuses qui cherchent à répondre à certains malaises du vécu quotidien. D'autre part, la mise sur agenda de la question de l'immigration dans les différents pays européens (liée notamment à l'arrivée de la gauche en France en 1981 et aux grèves de la faim de sans-papiers concomitantes, à la montée des partis d'extrême droite et xénophobes plus généralement en Europe) introduit un nouveau questionnement sur la situation d'immigré. Un certain nombre de partis et d'associations vont s'investir dans la cause des sans-papiers, pour la défense des droits des immigrés turcs et kurdes, etc. Ces deux pôles concurrents⁶, vont obliger les migrants de Turquie à se situer à l'intérieur

³ L'expression *Gastarbeiter* est également révélatrice de la conception allemande de ces migrations : d'une durée limitée, et uniquement dans le but de travailler.

⁴ L'engagement syndical ou politique est plus important en Allemagne qu'en France, pour des raisons liées notamment au nombre d'immigrés originaires de Turquie dans ce pays, mais aussi en raison d'une réelle attention portée aux travailleurs Turcs et Kurdes par les syndicats et partis politiques allemands. L'engagement dans un parti turc est cependant toujours plus important (Dev Yol notamment), et tend à englober les autres formes de mobilisations syndicales.

⁵ Les années 1980 sont également marquée par la politisation rapide des Kurdes habitant le sud-est de la Turquie et cette simultanéité tend à renforcer le sentiment des Kurdes d'une évolution parallèle de leurs deux espaces, d'autant plus que la période de l'après-coup d'Etat est plutôt marqué dans le reste de la Turquie par une dépolitisation sans précédent, qu'il faut mettre en relation avec la volonté délibérée des militaires de mettre fin aux violences des années 1970.

⁶ Le PKK s'est par exemple souvent opposé à toute forme d'engagement pour la défense d'une bonne condition des immigrés kurdes en Europe, arguant que la seule la condition des Kurdes restés au pays était une cause valable. Johanna Siméant note également la culpabilité de certains kurdes en grève de la faim pour une cause si futile que des papiers alors que des grèves de la faim politiques étaient menées simultanément dans les prisons

de cet espace de mobilisations. Interpellés par le conflit naissant dans les régions kurdes, par le flou identitaire entourant la notion d'étranger ou d'immigré, ou encore par les violences subies par des membres de leur famille suite au coup d'Etat, certains migrants de Turquie vont ainsi « découvrir » qu'ils sont d'origine kurde, alors même qu'ils ne se différenciaient pas des Turcs quelques années auparavant, où qu'ils se positionnaient d'abord en référence à la religion. Sans remplacer les réseaux interpersonnels locaux, de nouvelles solidarités vont ainsi se superposer aux anciennes, reconfigurant l'ensemble des relations sociales et des appartenances politiques. Mais si l'ethnicité joue un rôle dans cette reconfiguration, il semble bien que la lutte en direction du pays d'origine soit un élément moteur de l'adhésion au PKK:

« Les autres organisations, je les ai rencontrées. C'est pas qu'elles sont pas bien, mais le PSK ou le Komkar [association proche du PSK] c'est que du bla-bla : pour les papiers, les mariages arrangés, les choses pour ici, quoi. C'est aussi culturel, mais... Avec le PKK, t'as vraiment l'impression de faire quelque chose pour là-bas, pour les Kurdes du pays et non ceux de France »⁷

« Le Komkar, c'est pas politique. Ou si c'est politique, c'est des traîtres car ils sont financés par le gouvernement [allemand]. OK pour le *Newroz* [nouvel an kurde]... Mais sinon, Komkar ils parlent beaucoup et ne font rien, ils n'aident pas le peuple kurde... C'est beaucoup de bla-bla »⁸

LES CONSTRUCTIONS MICRO-SOCIALES DU DESIR DE SE VOUER A UNE CAUSE DISTANTE

De manière générale, les partis interdits et actifs en Turquie, kurdes ou turcs, sont considérés comme s'engageant « pour là-bas » - de même que les partis et associations liées au gouvernement turc -, alors que les autres s'engagent « pour ici », c'est à dire pour une cause futile, non-politique, et surtout déplacée lorsque l'on sait l'enfer que vivent les Kurdes restés au pays. Or la proximité de l'enfer est constamment rappelée par les correspondances postales ou téléphoniques, les rencontres familiales, les sites internet, l'art, etc. Les associations proches du PKK, qui tentent de mobiliser des soutiens non-kurdes en Europe, diffusent également tracts, journaux et revues remplis de photos de corps mutilés, de scène de combats, et d'appels

turques (Siméant, 1998, p. 316). Le PSK, qui ne mène pas de lutte armée en Turquie, est davantage tourné vers l'intégration des Kurdes dans la société qui les accueille, même si les revendications d'un enseignement en kurde dans les écoles pour enfants primo-arrivants comporte également une revendication identitaire et politique potentiellement transférable « là-bas ».

⁷ Entretien avec un sympathisant du PKK à Paris en juin 2001.

⁸ Entretien avec un sympathisant du PKK à Berlin en mars 2001.

à une action diplomatique contre le régime turc accusé de violer les droits de l'homme (Grojean, à paraître). La dénonciation (Boltanski, 1990) reste cependant le plus souvent sans suite et s'oriente vers l'intérieur du groupe, renforçant encore cette sensation de proximité avec un quotidien cruel. Les signes distinctifs de la kurdicité, marqués d'abord par l'absence d'Etat, deviennent finalement l'oppression et la violence subie. Refuser de voir, d'entendre cette violence, c'est nier sa propre histoire, ses racines et son peuple :

« Tu vois cette femme, elle a eu ses trois enfants tués dans la guérilla l'année dernière. Lui là, il a perdu son frère. D'autres sont en prison ou ont été torturés, uniquement parce qu'ils sont kurdes. Et moi je suis kurde et je fais quoi ? C'est criminel de rien faire dans ce cas là. En plus ma famille est toujours là-bas. Elle travaille avec le Hadep. Avec Asta [syndicat étudiant allemand qui comprend une branche kurde plutôt pro-PKK], j'ai l'impression de pouvoir faire quelque chose, de faire connaître la vérité. Quand tu as la chance d'être étudiant, tu as du temps pour t'engager. [*Et pourquoi Asta ?*] - Asta c'est déjà une association d'étudiant, et en plus c'est socialiste, comme le PKK, c'est pas comme le Komkar qui est beaucoup trop libéral »⁹

Outre qu'il nous informe sur les appartenances multiples (ethnique, familiale, locale, politique, professionnelle) susceptibles d'être mobilisées dans l'engagement, ce témoignage tend à montrer que l'inscription dans un réseau de recrutement est quasi-inévitable dans l'espace immigré : la plupart des Kurdes vivant en Europe ont un membre de la famille proche du PKK ou dans la guérilla, ont une connaissance en prison ou un cousin tué par les forces de sécurité et ont connu un « événement générateur » (Péchu, 2001) qui peut être le déclencheur de la conversion ou de l'adhésion... Ce qui pose la question essentielle du non-engagement¹⁰. Plus loin, il nous informe que certaines opérations peuvent activer ces dispositions : le temps libre, alors qu'un grand nombre de Kurdes travaillent souvent durement dans l'industrie ou la restauration, est vécu comme une aubaine qui peut servir à faire « connaître la vérité »¹¹. Mais travailler dans un restaurant dont le patron est proche du PKK pourra également faciliter l'investissement dans la cause. Si la violence subie « là-bas » - et actualisée dans les relations quotidiennes « ici » - semble importante dans les processus d'engagement, d'autres malaises

⁹ Entretien avec un sympathisant du PKK, de 26 ans, dont le père est décédé (sans avoir été violenté) dans une manifestation à Mus (sud-est de la Turquie) en 1992. Arrivé à Berlin quatre ans auparavant, après avoir passé deux ans à l'Université à Istanbul, il était en 2001 étudiant en pédagogie sociale.

¹⁰ Cette question est également beaucoup plus difficile à traiter quand l'approche du terrain est faite à partir des organisations.

¹¹ Pour une remarque quelque peu similaire dans le cas des humanitaires, voir Siméant, 2001.

individuels d'ordre familiaux sont susceptibles d'être politisés au sein du PKK. C'est notamment le cas d'un grand nombre de jeunes femmes, entrées dans le mouvement en réaction à l'autorité familiale :

« Tu sais, chez moi ça ne se passait pas très bien. Mon père, et tout. Pourtant on est alévis, mais...Oui... Le PKK c'est aussi un parti féministe qui lutte contre la société kurde traditionnelle, qui lutte pour la place des femmes. Donc c'est vrai que ça a joué un rôle... En plus ils [sa famille] ne pouvaient pas dire grand chose, comme ils étaient plutôt pour les Kurdes. On a hébergé un oncle un moment et on a beaucoup discuté de ça, des montagnes, du socialisme, ou des pratiques fascistes de l'Etat turc... C'est comme ça que je me suis intéressée à la question kurde¹² »

La distance est encore ici appréhendée sur le mode de la proximité. C'est au cœur de la vie familiale en Allemagne que cette jeune femme va d'abord faire l'expérience d'un malaise personnel, qui pourra trouver son opérationnalisation politique par l'intermédiaire d'une personne référent, d'un « autre significatif » (Berger et Luckman, 1986, p. 177-189). La construction sociale du désir de se vouer à une cause (Sawicki, 2003) passe ainsi par une multitude de dispositions privées qui peuvent s'actualiser, s'interpréter au regard d'un cadre disponible dans l'espace social de la migration, voire plus globalement dans l'arène publique de la question kurde.

L'ESPACE DE L'ENGAGEMENT : « TOUT SE JOUE ICI »

Si le sentiment de solidarité entre Kurdes de Turquie et Kurdes d'Europe peut ainsi naître de la médiatisation de la souffrance (par les médias, les proches.), elle ne s'y réduit donc pas. Et la protestation collective joue également un rôle important dans la réduction de la *distance politique* entre les deux espaces. Le répertoire d'action du PKK (Tilly, 1995) est en effet d'abord protestataire, aussi bien en Turquie qu'en Europe, ce qui conduit les militants récemment engagés à imaginer leur engagement sur le même mode que les militants engagés au pays, d'autant plus que l'espace politique turc et kurde en Europe s'est développé « comme un prolongement des dynamiques conflictuelles de la Turquie, et au-delà, du Proche Orient » (Bozarlan, 1996) :

« J'ai été condamné à un an de prison en Allemagne mais j'ai fait quatre mois. En fait je participais à une réunion du PKK à Berlin. Et j'avais déjà écopé de 15 jours de prison pour avoir crié « Biji Serok Apo » [Vive

¹² Les Alévis se considèrent souvent et sont souvent considérés comme moins rigoristes envers les femmes que les sunnites. Entretien avec une sympathisante du PKK, Berlin, janvier 2003.

notre président Apo, Surnom d'Öcalan] dans une manif. Mille personnes avaient eu la même peine. Tu vois les policiers provoquent toujours pour foutre en l'air la manif. Ca conduit à la violence. De toute façon, Etat turc, Etat allemand, c'est la même chose, les Kurdes n'ont aucun droit. [...] Ils ne peuvent pas avoir des prénoms kurdes, ils sont interdits... »¹³

La Turquie mène en effet une politique active en Europe en vue de déstabiliser son opposition¹⁴ ce qui conduit à relativiser l'indépendance totale de ces deux arènes : pour l'Etat turc, l'ennemi est intérieur même quand il est situé à l'étranger. Les motifs invoqués dans la protestation sont révélateurs de cette assimilation des politiques des Etats européens (et surtout allemand) à celles de l'Etat turc. A la dénonciation de la politique étrangère de l'Allemagne ou de la France vis-à-vis de la Turquie (vente d'armes lourdes qui ont servi à la contre-guérilla, politique commerciale se préoccupant peu des atteintes aux droits de l'homme, tourisme des européens en Turquie) s'ajoute celle de la politique intérieure des pays d'accueil vis-à-vis du PKK. L'interdiction du parti en Allemagne et en France, l'interdiction des nombreuses associations proches qui assuraient un rôle social et culturel très important a en effet été vécue par un nombre important de Kurdes comme une véritable interdiction du peuple kurde et comme une collaboration des Etats européens à la politique assimilationniste de l'Etat turc... Dans ces conditions, même si les grammaires de la vie publiques turques et européennes restent différentes, la *ressemblance* entre la protestation et la lutte armée est manifestement revendiquée dans les actions protestataires du PKK. Et le passage à la violence, s'il reste marginal, ne peut cependant être exclu dans tous les cas : un certain nombre d'attentats, d'opérations commando ou d'affrontements ont également eu lieu en Europe dans les années 1990. Et lancer un Cocktail Molotov peut constituer un baptême du feu pour les jeunes recrues du PKK :

« Les jeunes, avant d'aller à la guérilla, ils font le plus d'actions possibles. Ils savent qu'on les teste, c'est la suite du bourrage de crâne des camps. Ca a donné deux fronts : les petits jeunes en Europe et les combattants en Turquie... (*Le parti considérait donc*

¹³ Entretien avec un sympathisant du PKK à Berlin, mars 2001. Ces récits peuvent également rencontrer une oreille attentive chez le jeune Kurde prêt à s'investir dans un acte protestataire initiateur (manifestation, opération, etc.) : dénonciation claire et simple des coupables, valorisation de l'action et d'un ethos viril...

¹⁴ Ainsi, le gouvernement turc a pu faire pression sur l'Allemagne pour que les prénoms kurdes ne soient pas reconnus ou pour que certains partis de gauche soient interdits ; sur la Grande-Bretagne afin de fermer la télévision pro-kurde *Medya-TV*, sur la Belgique pour qu'elle refuse l'installation sur son territoire du Parlement kurde en exil, etc. Il s'agit en fait d'une véritable tentative pour imposer son ordre interne à tous ses ressortissants en Europe, afin de mettre à mal toute tentative de front commun d'opposants.

l'Europe comme un deuxième front ?) Bien sûr, la guerre a aussi été menée en Europe... »¹⁵

Que les interviews d'Öcalan viennent parfois confirmer et le plus souvent infirmer ces propos importe finalement peu. Il est plus significatif que les jeunes recrues du PKK aient le sentiment que leurs actions violentes en Europe puissent aider leurs camarades de guérilla au Kurdistan. L'impression pour un(e) jeune Kurde que son combat en Europe n'est que le strict minimum de ce qu'exige la lutte pour la libération du Kurdistan pousse ainsi vers un engagement de plus en plus important, voire total¹⁶.

LE TEMPS DE L'ENGAGEMENT : « TOUT SE JOUE MAINTENANT »

Le sens commun et l'étymologie conduisent à penser l'espace de l'exil comme un espace pacifié, la distance permettant tant la protection vis-à-vis de l'opresseur qu'une appréhension apaisée de l'actualité du pays d'origine. Si cette allégation comporte une part importante de vérité quant à la situation physique des exilés – qui choisissent d'ailleurs souvent de se désengager politiquement –, elle laisse de côté la temporalité des représentations du politique dans l'espace immigré kurde en Europe. Un certain nombre de facteurs, en plus de la médiation de l'actualité décrite auparavant, va en effet permettre de réduire la distance *temporelle* qui sépare Kurdes d'Europe et de Turquie et exiger l'engagement politique au nom d'une *urgence* humanitaire et politique.

L'idéologie du PKK tend tout d'abord à redéfinir le passé sous une forme mythique (âge d'or de la Mésopotamie) qui seul peut donner naissance au futur, à un avenir idéalisé (création d'un Etat kurde indépendant). Toutes les références de cette idéologie, qui vont de la fête de *Newroz* (Nouvel an kurde) aux martyrs de la cause en passant par les héros mythiques (Kawa le Forgeron) vont permettre aux jeunes Kurdes de Turquie et d'Europe de naviguer dans un même univers de codes et de symboles et d'agencer leur temps privé et public dans une perspective révolutionnaire. Plus loin, un « vrai Kurde » ne peut que vouer tout son temps au parti : si les ouvrages d'Öcalan ne fournissent le plus souvent aucune direction tactique ou stratégique aux militants, ils décrivent la vie d'Öcalan, sa perception du monde et la manière de devenir un *Homo Kurdicus*. Jeunes Kurdes de Turquie et d'Europe peuvent alors calquer leur vie, leur temporalité, leurs espoirs et leurs expériences sur celle d'Öcalan (Bozarlsan, 2002). Les martyrs, omniprésents dans les journaux et revues du mouvement, ont également participé à l'émergence d'une temporalité quasi eschatologique, au sein de laquelle seuls le présent et le futur très lointain ont un sens. En ce sens, la temporalité de l'exil et de la guérilla sont constamment reliées, au point que certains jeunes Kurdes

¹⁵ Entretien avec un sympathisant du PKK à Paris en mai 2001.

¹⁶ La majeure partie des Kurdes proches du PKK ne participe par exemple à aucune manifestation culturelle en dehors de celles organisées par le parti.

d'Europe vivent au rythme des opérations du PKK et de l'armée turque, en Turquie ou en Irak. Les manifestations ont ainsi pour but d'imposer l'agenda politique de Turquie en Europe. C'est par exemple en 1993 et en 1995 que les actions violentes du PKK sont les plus nombreuses, deux années particulièrement tragiques pour les Kurdes en Turquie (Grojean, 2001). Ces actions protestataires sont aussi une réponse extrêmement rapide à des événements qui touchent la guérilla ou les civils au Moyen-Orient : il y a volonté de vivre au rythme de la guérilla et des Kurdes de Turquie et d'imposer leur quotidien aux Européens. Les années 1998 et 1999, qui voient l'arrestation puis la condamnation à mort d'Öcalan, sont aussi significatives : l'horizon temporel devient extrêmement réduit et les revendications de la lutte, en Turquie comme en Europe, ne concernent plus que la vie d'Apo (surnom d'Abdullah Öcalan).

CONCLUSION

Ces quelques remarques tendent ainsi à relativiser l'idée d'un engagement « à distance », tel qu'il pourrait exister pour des spectateurs distants et sans lien avec les victimes dont ils observeraient la souffrance médiatisée (Boltanski, 1993). Un certain nombre de paramètres micro-sociaux permettent en effet de se convertir pour la cause et de vivre l'engagement non « à distance » mais sur le mode de la présence, au sens spatial et temporel du terme. La mise en lumière de ces paramètres permet également de comprendre en quoi les variables macro-sociales mises en évidence par les tenants de la structure des opportunités politiques parviennent finalement peu à rendre compte de l'engagement en direction du pays d'origine, tout du moins dans le cas turc-kurde (Østergaard-Nielsen, 2001) : il semble bien en effet que l'arène du conflit kurde, imaginaire et pourtant bien réelle, déborde les frontières des Etats turc et européens. Il n'en reste pas moins que de nombreuses questions demeurent, notamment sur le non-engagement et le désengagement, qui pourraient être les signes d'une reconfiguration des solidarités transnationales. Les questions que se pose cette sympathisante expriment clairement ce qui est en jeu depuis l'arrêt de la guérilla du PKK en 1998 :

« On a tous besoin d'avoir une certaine perception du monde cohérente. Moi, c'est comme ça que j'arrive à tenir, à vivre. Je suis à la frontière entre le retrait du PKK et l'engagement dans le PKK. Le problème est que le PKK a fait du bon boulot, qu'il est aujourd'hui beaucoup moins intéressant mais qu'il n'y a pas d'autres organisations intéressantes. Donc je suis dans une autre association de femme que j'ai créée... Mais aussi proche du PKK. Ils me font marrer M. , J. et G. par exemple. Ils disent que le PKK est aujourd'hui de la merde, que c'est le culte d'Apo, etc. Mais ils ne sont pas aussi clairs qu'ils veulent le faire paraître, même M.

... G. est dépressive, M. a fait son mémoire sur les Kurdes... Et J. ...ou A. , qui ne va plus aux manifs mais qui continue toujours un peu d'être là-dedans avec son association... Moi j'en suis revenu depuis l'arrestation d'Öcalan. Il n'est plus un dieu, mais un président. Ça demeure important mais c'est différent... Effectivement ce n'est plus pareil pour moi depuis deux ans. Mais j'ai toujours besoin de m'engager, de faire quelque chose pour les femmes... »¹⁷

¹⁷ Entretien avec une sympathisante du PKK, étudiante, engagée d'abord en Turquie, puis en Europe à partir de 1994. Berlin, janvier 2003. Ces considérations restent néanmoins le fait d'une sympathisante peu représentative de l'ensemble des générations militantes du PKK. Les événements en Irak, qui ont déjà eu un impact important dans l'espace immigré kurde, pourraient « revitaliser » les militants du parti si l'administration américaine et l'Etat turc ne parvenaient pas à se faire à l'idée d'une solution politique.

BIBLIOGRAPHIE

AGRIKOLIANSKY, Eric

(2001) « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 27-46.

BERGER, Peter et LUCKMANN, Thomas

(1996) *La construction sociale de la réalité*, Paris, Masson/Armand Colin, (1° Ed. 1966).

BOLTANSKI, LUC

(1990) « La dénonciation publique » in *L'amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié.

(1993) *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié.

BOZARSLAN, Hamit

(1996) « La presse et les immigrés en Allemagne : 1995-1996 », *Migrations Société*, vol. 8, n°48.

(2002) *From political struggle to self-sacrifice. Three essays on violence in the Middle East*, Princetown, Rynner.

COHEN, Robin

(1997) *Global Diasporas. An Introduction*, Seattle, University of Washington Press, 1997.

DOBRY, Michel

(1986) *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP.

GROJEAN, Olivier

(2001) *Mobilisation diasporique et violence politique. L'exemple kurde en Europe*, Paris, Mémoire de DEA de l'EHESS.

(A paraître) « "Le Kurdistan à feu et à sang". Indice et icône dans les images de corps mutilés », in BOUAZIZ, Moula, HADDAD, Mouloud et MAILÄNDER-KOSLOV, Elissa (dir.), *Théorie et pratique de la violence contemporaine*.

ØSTERGAARD-NIELSEN, Eva K.

(2001) « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *Paper given to the conference on Transnational Migration: Comparative Perspectives*, Princeton University, 30 June-1 July

PECHU, Cécile

(2001) « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p.73-103.

SAWICKI, Frédéric

(2003) « Les temps de d'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE, Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.

SIMEANT, Johanna

(1998) *La cause des sans papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.

(2001) « Entrer, rester en humanitaire : Des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 47-72.

(2003) « Un humanitaire « apolitique ? ». Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in LAGROYE, Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.163-196.

TILLY, Charles

(1995) « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », in TRAUGOTT, Michael (dir.), *Repertoire and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 15-42.